



PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

COMITÉ FAO/OMS DE COORDINATION POUR L'AFRIQUE

Vingt-cinquième session

Kampala (Ouganda)

27- 31 janvier 2025

UTILISATION ET IMPACT DES NORMES DU CODEX DANS LA RÉGION

I. Introduction

1. Le secrétariat du Codex, en collaboration avec les bureaux d'évaluation de la FAO et de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), a entamé en 2021 l'élaboration d'un mécanisme permettant de mesurer l'utilisation et les effets des normes du Codex. Un cadre de suivi et d'évaluation visant à dégager des données sur l'utilisation et les effets des textes du Codex a été mis au point en vue d'obtenir des informations susceptibles d'aider les membres et les observateurs à mieux comprendre l'impact avéré ou potentiel des textes du Codex.

2. Le Comité exécutif de la Commission du Codex Alimentarius (le Comité exécutif), à sa 81^e session, et la Commission du Codex Alimentarius (la Commission), à sa 44^e session, ont approuvé l'approche proposée¹ pour créer ce mécanisme. Une des recommandations consistait à mener auprès des membres, en 2022, une enquête pilote remaniée, dont les résultats préliminaires seraient communiqués lors de la 83^e session du Comité exécutif et de la 45^e session de la Commission.

II. Enquêtes du Codex de 2022 et 2023

3. Le but de l'enquête de 2022 du Codex était d'examiner la portée, l'utilité et l'utilisation d'un échantillon de textes du Codex afin d'en évaluer les effets. L'enquête a été menée auprès des membres du Codex et portait sur une sélection de textes du Codex adoptés par la Commission de 2015 à 2020 (dont des révisions et des amendements).

4. L'enquête sur l'utilisation et l'impact des textes du Codex a été élaborée dans l'optique d'être répétée chaque année. Elle comprend des questions sur les textes du Codex en général et des questions sur des textes spécifiques du Codex, l'objectif étant de permettre une analyse plus approfondie et de dégager des tendances sur la durée. Le cycle de trois ans prévu pour les normes sur lesquelles porteront les enquêtes permettra de mesurer sur la durée l'utilisation et les effets des mêmes textes du Codex.

5. Les textes du Codex choisis en 2022 étaient les suivants:

- *Norme générale sur les contaminants et les toxines présents dans les produits de consommation humaine et animale* (CXS 193- 1995);
- *Principes généraux d'hygiène alimentaire* (CXC 1- 1969);
- *Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (CXS 1- 1985);
- *Principes généraux régissant l'adjonction d'éléments nutritifs aux aliments* (CXG 9- 1987).

6. Le secrétariat du Codex a informé le Comité exécutif, à sa 84^e session², qu'un rapport détaillé sur l'enquête pilote consacrée à l'utilisation et à l'impact des textes du Codex, entreprise en 2022 conformément à l'objectif stratégique 3, était maintenant disponible³.

7. À sa 84^e session, le Comité exécutif a pris note du rapport sur l'enquête pilote consacrée à l'utilisation et à l'incidence des textes du Codex, ainsi que des recommandations adressées au secrétariat du Codex, aux membres du Codex, à la FAO et à l'OMS, et a confirmé que l'approche adoptée pour l'enquête pilote de 2022

¹ CX/EXEC 22/82/8.

² REP23/EXEC1, paragraphe 103.

³ EXEC84/INF1.

devait être utilisée dans le cadre du mécanisme de suivi de l'utilisation et de l'incidence des textes du Codex, compte tenu des enseignements tirés jusqu'à présent⁴.

8. En 2023, les quatre textes du Codex sélectionnés étaient les suivants:

- *Norme générale sur les additifs alimentaires* (CXS 192- 1995);
- *Directives concernant l'étiquetage nutritionnel* (CXG 2- 1985);
- *Méthodes d'analyse et d'échantillonnage recommandées* (CXS 234- 1999);
- *Directives sur les critères de performance pour les méthodes d'analyse en vue de la détermination des résidus de pesticides dans les produits destinés à l'alimentation humaine et animale* (CXG 90- 2017).

9. Les résultats détaillés des enquêtes de 2022 et 2023 ont été publiés et sont consultables sur le site web du Codex⁵. Les rapports sur ces enquêtes contiennent également des informations sur la méthode et l'approche suivies ainsi que des définitions.

10 L'enquête de 2024 a été conduite en septembre et octobre 2024. Elle porte sur les quatre textes du Codex suivants:

- *Principes et directives concernant les systèmes nationaux de contrôle des aliments* (CXG 82- 2013);
- *Principes de travail pour l'analyse des risques en matière de sécurité sanitaire des aliments destinés à être appliqués par les gouvernements* (CXG 62- 2007);
- *Limites maximales de résidus (LMR) et recommandations de gestion des risques (RGR) des résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments* (CXM 2);
- *Code d'usages visant à réduire au minimum et à maîtriser la résistance aux antimicrobiens d'origine alimentaire* (CXC 61- 2005).

11. Les résultats de l'enquête de 2024 seront publiés en 2025.

III. Réponses des membres de la région Afrique aux enquêtes du Codex de 2022 et 2023

12. Sur les 49 membres du Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique (CCAFRICA), 32 (65 pour cent) ont répondu à l'enquête de 2023 et 18 (37 pour cent) à l'enquête de 2022. Un des pays ayant répondu à l'enquête de 2023 est un pays à revenu élevé, et 31 sont des pays à revenu faible ou intermédiaire. Il a été noté que, grâce au travail d'information mené par le secrétariat en collaboration avec le Coordonnateur régional, le taux de réponse est en nette augmentation en 2023.

13. Au vu de l'analyse des enquêtes du Codex de 2022 et 2023, il est évident que les textes du Codex jouent un rôle important dans la sécurité sanitaire et la qualité des aliments dans le monde entier. Les résultats de l'enquête montrent que la grande majorité des membres du Codex (qui ont répondu à l'enquête) sont satisfaits de la portée, de l'utilité et de l'utilisation des textes du Codex. Aucune différence régionale notable n'a été constatée.

15. L'enquête indique également que, dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, les textes du Codex sont davantage utilisés, ont plus d'effets et sont plus fréquemment utilisés pour la législation, les politiques, les systèmes nationaux de contrôle des aliments, les programmes universitaires, les cours de formation et les activités de sensibilisation que dans les pays à revenu élevé. Les pays à revenu élevé disposent, quant à eux, de systèmes de contrôle des aliments plus ancrés et de davantage de ressources et de compétences techniques avancées. Ils ont souvent la capacité de mettre au point et d'appliquer leurs propres réglementations en matière de sécurité sanitaire des aliments et de les adapter à leur propre contexte. Même s'ils se réfèrent parfois à des normes internationales, les pays à revenu élevé bénéficient de davantage d'autonomie et de souplesse lors de l'élaboration et de la mise en œuvre de leurs systèmes nationaux de contrôle des aliments.

16. L'enquête visait également à évaluer dans quelle mesure neuf obstacles présélectionnés entravaient l'utilisation des textes du Codex dans chaque pays. Les obstacles signalés par les pays du CCAFRICA en 2023 sont présentés de manière synthétique ci-dessous, en regard des chiffres de 2022:

⁴ REP23/EXEC1, paragraphe 115 (iii, iv).

⁵ <https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/publications/fr/>.

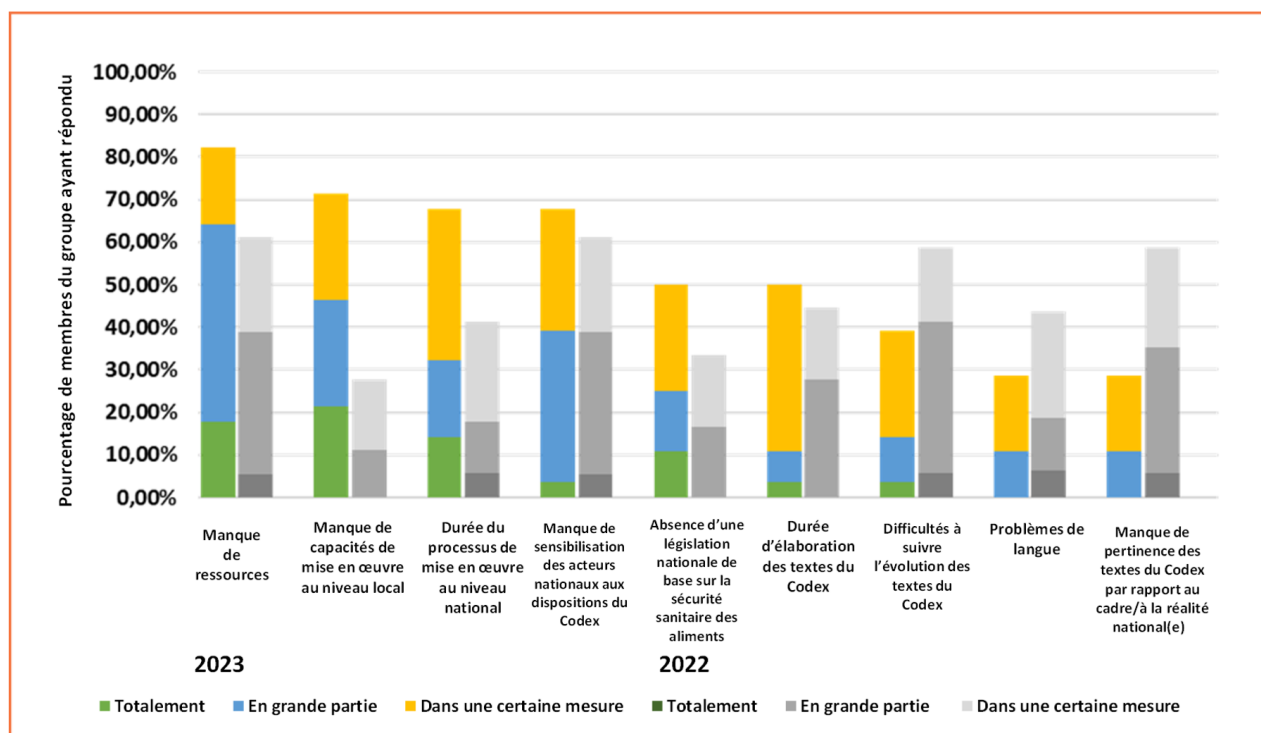


Figure 1 – Tableau de comparaison des obstacles en 2022 et 2023, établi sur la base des réponses des membres de la région Afrique

17. En 2022, les réponses des membres de la région Afrique correspondaient aux tendances qui se dessinaient dans l'enquête. De nombreuses réponses indiquaient que l'utilisation souffrait «en grande partie», «totalelement» ou «dans une certaine mesure» du manque d'information des parties prenantes nationales au sujet des normes du Codex et d'un manque de ressources (plus de 60 pour cent). Les réponses – assez consensuelles – font apparaître que les pays accusent plus durement (davantage de «totalelement» et de «en grande partie») les obstacles signalés que dans les réponses au niveau mondial.

18. Par rapport à 2022, les obstacles suivants empêchant l'utilisation des textes du Codex se sont notablement alourdis d'après les réponses reçues en 2023: i) manque de ressources (nette aggravation), ii) capacité de mise en œuvre locale, et iii) durée de la mise en œuvre nationale. En revanche, d'autres obstacles ont été perçus comme moins graves qu'en 2022, tels que le manque de lien entre les textes du Codex et les contextes et réalités nationaux et la difficulté pour les pays de s'adapter aux changements apportés aux textes du Codex. La méconnaissance des normes du Codex chez les parties prenantes nationales reste un facteur important en 2023.

19. Les différences entre 2022 et 2023 peuvent s'expliquer de diverses manières, notamment au fait que le nombre de réponses était plus important en 2023 (32, contre 18 en 2022) et au fait que les répondants étaient déjà familiarisés à l'enquête et la comprenaient mieux. On ne pourra tirer de conclusions générales de l'enquête, et donc dégager des tendances, qu'après quelques années de pratique. Toutefois, on peut se faire une idée des difficultés auxquelles les membres sont confrontés dans la région s'agissant d'appliquer les textes du Codex.

IV. Recommandations émanant de l'enquête

20. À la lumière des résultats des enquêtes de 2022 et de 2023, les recommandations ci-après ont été avancées.

- Améliorer la compréhension et l'utilisation des textes du Codex: Il serait utile d'organiser des campagnes ciblées de sensibilisation dans les régions où ont été détectés des manques de connaissances sur les textes du Codex, afin que ceux-ci soient mieux compris et mieux appliqués. On pourrait, à cet effet, créer des supports multimédias et organiser des ateliers locaux et des réunions de parties prenantes. Il est important que les membres, de pair avec les collaborateurs concernés – par exemple le secrétariat du Codex, la FAO, l'OMS – promeuvent l'utilisation des textes du Codex, en suivant le troisième objectif du Plan stratégique du Codex⁶, qui est de mettre en valeur et de faire mieux connaître les normes.

⁶ FAO et OMS. 2020. Plan stratégique du Codex – 2020-2025. Commission du Codex Alimentarius. Rome.

- Promouvoir un engagement de haut niveau en faveur de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments: Étant donné que le manque de ressources et de capacités de mise en œuvre sont les principaux obstacles à l'application des normes dans les pays à revenu faible ou intermédiaire à avoir été signalés dans l'enquête, il est primordial que les pays adhèrent à un engagement politique de haut niveau en faveur de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments et de l'adoption des normes. La promotion de haut niveau au plan national et la mise en évidence des bénéfices qu'apportent les systèmes de contrôle des aliments et l'application des normes pour la santé des consommateurs et le commerce sont de nature à motiver un tel engagement. Les membres pourraient envisager les outils, les informations et les actions qui seraient nécessaires pour obtenir le soutien que constituerait cet engagement au niveau national à l'égard de l'ensemble de la communauté du Codex.
- Améliorer le renforcement des capacités et la formation: Les membres pourraient demander à la FAO et à l'OMS de les aider à mettre en place des programmes de renforcement des capacités traitant des lacunes et points délicats des normes auxquels se heurtent les pays à revenu faible ou intermédiaire à l'heure d'appliquer les normes du Codex.
- Améliorer la diffusion et l'accès: Le secrétariat du Codex peut continuer à améliorer les initiatives visant à informatiser les textes du Codex afin que ceux-ci soient plus faciles d'accès et qu'ils puissent être actualisés plus rapidement, cependant il faut pouvoir disposer de divers canaux de communication pour que les normes parviennent à un large public, y compris à des parties prenantes non habituelles. À cet effet, on pourrait mobiliser divers intervenants, comme les points de contact des membres et d'observateurs, ainsi que la FAO et l'OMS, et chercher des partenaires susceptibles de fournir un accès aux parties prenantes concernées.
- Faciliter la communication et la collaboration: Avec le soutien du secrétariat du Codex, les membres pourraient favoriser le dialogue, le partage des pratiques optimales et la communication de témoignages sur des initiatives réussies, d'études de cas et de connaissances acquises empiriquement, y compris par l'entremise des comités de coordination régionaux.
- Accroître les ressources et le soutien: Les membres pourraient continuer à promouvoir aux niveaux national et international la collecte de données pour que les normes du Codex correspondent mieux à leurs besoins et à leurs contextes, à soutenir les activités de la FAO et de l'OMS destinées à fournir rapidement des avis scientifiques puisant dans un vaste ensemble de contextes et à établir des normes qui répondent au plus près aux besoins des membres. Un meilleur soutien auprès des membres pourrait contribuer à résoudre des problèmes particuliers, comme les délais de communication de la part des pays de données servant à développer les textes du Codex, ou encore la transposition de normes internationales dans les lois nationales relatives à la sécurité sanitaire des aliments.
- Assurer le suivi et l'évaluation des textes du Codex. Le secrétariat du Codex pourrait continuer à mettre en place un cadre structuré de suivi et d'évaluation afin d'évaluer l'impact des textes du Codex sur les pratiques nationales et mondiales en matière de sécurité sanitaire des aliments. Tout en continuant à mener des enquêtes annuelles et des études de cas, le secrétariat du Codex pourrait renforcer les partenariats avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC) afin d'apporter d'autres éléments de connaissance sur l'incidence des textes du Codex sur les échanges commerciaux.

V. RECOMMANDATIONS

21. Le Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique est invité à sa 25^e session à:

- i. prendre note des résultats de l'enquête sur l'utilisation et l'incidence des textes du Codex, en particulier ceux qui concernent la région;
- ii. communiquer des observations sur les recommandations formulées et les éventuelles mesures qui pourraient être prises pour y donner suite; et
- iii. demander à la région de transmettre des informations complémentaires sur les obstacles entravant l'utilisation des normes.